



RÉNDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 13/03/2024

Reçu en préfecture le 13/03/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240313-24_A_SE_0221-AR



ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0221

du 13 MARS 2024

*DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX*

Portant fixation de la dotation complémentaire 2024
pour les interventions réalisées par l'Association
Aide aux Mères et aux Familles à domicile de la
Vienne – UNA 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à
l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au
taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et
de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté N° 2014-A-DGAS-DHV-SSP-0005 du 5 janvier 2015 portant
autorisation au service d'aide à domicile géré par l'Association Aide aux Mères et aux Familles
à domicile de la Vienne – UNA 86 ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0181 du 14 mars 2022 portant
renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à
Domicile délivré à l'association Aide aux Mères et aux Familles à domicile de la Vienne –
UNA 86 ;

VU l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0386 du 13 décembre 2023 portant
cession de l'autorisation de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile (SAD), géré par
l'Association de Gestion pour un Maintien Personnalisé à Domicile (AGMPD), au profit de
l'association Aide aux Mères et aux Familles - UNA 86

VU l'article 44 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 n° 2021-
1754 du 23 décembre 2021 créant à compter du 1^{er} septembre 2022 une dotation
complémentaire à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile, prévue au
3° du I de l'article L.314-2-1 du CASF ;

VU le mail de la CNSA du 12 décembre 2023 prévoyant le montant du concours
attribué aux départements correspondant au montant de référence de la dotation complémentaire
fixée à 3, 311 €/heure, multiplié par le volume horaire des prestations fournies au titre de l'APA
et la PCH et sous couvert d'un CPOM ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 24 octobre 2023 entre le Département de la Vienne et l'association Aide aux Mères et aux Familles à domicile de la Vienne – UNA 86 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la dotation complémentaire, pour l'année 2024, la dotation est calculée selon les activités prévisionnelles 2024 pour l'APA et la PCH multiplié par 3, 311 €/heure, soit 121 175, 98 € pour 36 598 heures.

- 36 300 heures au titre de l'APA (120 189,30 €)
- 298 heures au titre de la PCH (986,68 €)

Cette dotation sera versée en dix mensualités de mars à décembre 2024 :

- A hauteur de 70 %, soit 8 482, 32 €
- Le solde sera régularisé en 2025 dès réception des crédits versés par la CNSA au vu des heures réalisées pour l'année 2024.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

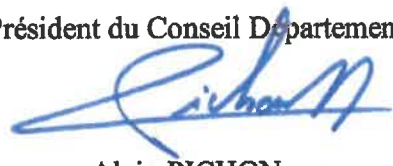
Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **13 MARS 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON